

**ETUDES ET ANALYSES
A LA LUMIERE DU MARXISME-LENINISME**

**CONTRIBUTIONS
A L'ANALYSE
DE LA
RESTAURATION
DU CAPITALISME
EN URSS**

PRESENTATION

Nous avons regroupé dans cette brochure quelques études issues du mouvement communiste international ou national sur la question de la restauration du capitalisme en URSS. La plupart de ces études ont à nos yeux la qualité essentielle d'utiliser la théorie et la méthode d'analyse du matérialisme historique pour aborder ce problème d'une importance capitale pour combattre la gangrène révisionniste qui ronge le mouvement communiste international.

Nous les proposons comme contribution au travail idéologique et théorique que les Marxistes Léninistes doivent mener pour s'unifier dans un véritable parti communiste au niveau national et international.

Le ROCML
Août 2009

Contribution à la compréhension du retour au capitalisme en URSS

Article paru dans le n° 3 de Militant Communiste

Novembre 2002

Comment après avoir relevé tant de défis, après avoir vaincu tous les ennemis déclarés, intérieurs et extérieurs, la grande Union Soviétique a-t-elle pu retourner au capitalisme ?

Cette question, il n'est pas un communiste qui ne se la pose et qui ne s'efforce d'y apporter une réponse.

« Militant communiste » n'a pas la prétention d'avoir la science marxiste infuse et d'apporter à lui seul une réponse exhaustive. Nous voulons simplement introduire quelques idées dans l'analyse de ce revers historique désastreux.

Les idées avancées dans cet article par le camarade constituent une contribution au débat et ne constituent en aucun cas un préalable à l'union des communistes. Il y a tant de nécessités politiques présentes qui doivent nous unir. Le débat sur l'histoire, notre histoire doit servir à mieux nous armer dans notre lutte et ne saurait constituer un quelconque obstacle

D'abord, il faut rappeler que l'hypothèse théorique et pratique de la restauration du capitalisme n'a jamais été écartée par les dirigeants communistes que furent Lénine et Staline.

Dans la révolution prolétarienne et le renégat Kautsky », Lénine avait déjà indiqué :

« *La transition du capitalisme au communisme, c'est une époque historique . **Tant qu'elle n'est pas terminée** (souligné par nous), les exploiters gardent inéluctablement l'espoir d'une restauration, espoir qui se transforme en tentative de restauration » .*

Staline a lui aussi mis les communistes en garde contre cette possibilité :

« ... cela veut dire qu'il y a, dans les rangs de notre Parti, des gens qui tentent, peut-être sans s'en rendre compte eux-mêmes, d'adapter l'œuvre de notre construction socialiste aux goûts et aux besoins de la bourgeoisie « soviétique ». La victoire de la déviation de droite signifierait le renforcement des éléments capitalistes dans notre pays. Or, que signifierait le renforcement des éléments capitalistes dans notre pays ? Cela signifierait l'affaiblissement de la dictature du prolétariat et l'accroissement des chances de restauration du capitalisme. Ainsi donc, la victoire de la déviation de droite dans notre Parti signifierait l'accroissement des conditions nécessaires **à la restauration** (souligné par Staline) du capitalisme dans notre pays . Existe-t-il chez nous, dans le pays des Soviets des conditions rendant **possible** (souligné par Staline) la restauration du capitalisme ? Oui, elles existent. Cela vous paraîtra peut-être étrange, mais c'est un fait, camarades. » -Joseph Staline - Du danger de droite dans notre Parti - 1928 -

Le renforcement et le développement impétueux du socialisme dans les années trente, la victoire historique sur le nazisme, l'extension du camp socialiste à l'Europe de l'Est puis à La Chine, à Cuba, et au Vietnam et au Cambodge, la reconstruction rapide de l'économie soviétique après la guerre, toutes ces victoires du socialisme ont peut-être fait naître, puis installé, dans l'esprit des communistes « grisés par les succès » l'idée que le socialisme était définitivement installé en URSS et dans tout le camp socialiste.

Khrouchtchev annonçait même l'avènement du communisme « dans 20 ans » c'est-à-dire en 1980 ! Or selon nous, c'est précisément dissimulés derrière ce type de promesses, que les déviationnistes de droite agirent dans le PCUS dès les années 50. En émoussant la vigilance des communistes, ils faisaient avancer leurs pions.

Après la mort de Staline, le 5 mars 1953, le principal obstacle étant levé, ils ont jugé leur heure venue et ont commencé à mettre en œuvre ouvertement leurs plans. 9 jours seulement après la mort de Staline, Khrouchtchev força Malenkov à démissionner de son poste de secrétaire du Comité Central du PCUS. Ce limogeage inaugura une période de « remplacement » des cadres à tous les niveaux et dans tous les domaines du Parti, de L'Etat, et de l'économie. Tout ceci sous divers prétextes apparemment louables, mais en réalité dans le seul but de

renverser la direction politique du Parti en s'installant partout aux postes de commandes.

Quant ce processus fut suffisamment avancé , Khrouchtchev paracheva son œuvre funeste lors du XXème congrès du PCUS. C'est en effet à la fin de ce congrès qu'il présenta de manière putschiste son fameux « rapport secret » dans lequel il déversait un flot de calomnies contre le camarade Staline . La déviation de droite avait vaincu.

Au camp capitaliste, Khrouchtchev offrait les moyens d'une grande croisade de criminalisation du communisme qui se poursuit encore aujourd'hui. Dans le Mouvement Communiste International s'installa le trouble et la division, et en URSS le feu vert était donné à la restauration du capitalisme.

Le renversement contre-révolutionnaire opéré au niveau de la superstructure ne pouvait manquer, en effet, d'entraîner la dégénérescence économique et sociale de la société soviétique et d'ouvrir la voie aux processus qui sont à l'origine de la dégradation des rapports de production socialistes.

Ainsi, « les réformes économiques » successives censées corriger certains « phénomènes négatifs », outre qu'elles n'ont jamais rien corrigé, ont au contraire porté atteinte de plus en plus irréversiblement aux lois fondamentales de l'économie et des rapports de production socialistes.

Nous ne rappellerons ici que quelques unes de ces « réformes » . D'abord ce fut l'amointrissement du rôle de la planification centrale, sous prétexte de lutter contre le bureaucratisme, de la difficulté à maîtriser un appareil économique gigantesque, de la nécessité d'adopter la production à la consommation, de l'offre à la demande etc....

Cette remise en cause fut accompagnée d'un processus de mise en place de l'autonomie des entreprises au niveau de leurs objectifs de production (nature des produits fabriqués, volume, prix...) et au niveau de leur financement (fonds « propres », d'abord, sous forme d'investissement d'une partie de leurs « bénéfices », puis, plus tard, par des crédits bancaires directs.) . En même temps, les moyens de production étaient convertis légalement en marchandises, de même que la force de travail. En 1965, la revue *Ekonomitchkaïa gazeta* n°43 exposait ainsi les réformes en cours : « *l'entreprise jouit du droit de propriété sur les biens qu'elle a sous son contrôle opérationnel... Le directeur de l'entreprise peut agir en son propre nom, disposer de la propriété et des fonds de l'entreprise, procéder à l'embauche e tau licenciement du personnel... Chez nous, l'équipement des entreprises en moyens de production est traité sous forme de vente et d'achat... »*

Parallèlement à l'autonomie de gestion des entreprises, les critères de gestion sont également modifiés.

La réalisation des objectifs du plan fondés antérieurement sur les besoins sociaux de la société est remplacée par la rentabilité de l'entreprise. L'artisan de cette réforme fut « l'économiste » Liberman.

En 1965, le profit de l'entreprise est considéré comme « *le critère*

suprême et le plus synthétique qui caractérise au plus haut degré l'activité de l'entreprise » (La Pravda 21-11-1965) . Dès 1962, pour entraîner dans cette voie les producteurs et (surtout !) les dirigeants des entreprises, Liberman imagina de constituer au niveau de l'entreprise un fonds de « stimulants matériels » alimenté par une fraction des profits réalisés. 10 ans après, les résultats étaient les suivants ; 49,3% des gratifications sont destinées aux dirigeants administratifs qui représentent 4% du personnel. Les 50,7% restant sont distribués aux 96% d'ouvriers (chiffres avancés par Sovietskaïa Ekonomitcheskaïa Reformu : Produijenie, Problème p207). Ces gratifications s'ajoutent bien sûr aux salaires nominaux qui, d'après l'ouvrage Sovietskoïe planirovanoïe Hoziaïstvo, Moscou 1974 pp 242-252, varient de 1 à 10,8, du simple ouvrier au directeur.

Inutile de dire qui avait intérêt à ce type de « réformes » ! Pouvait-on encore parler de rapports de production socialistes ? Que restait-il à « réformer » pour que la restauration du capitalisme soit totale ? . Il ne restait plus qu'à réviser le statut juridique de la propriété des moyens de production et d'échanges. C'est Gorbatchev et Eltsine qui l'ont fait. Le premier en légalisant la participation de capitaux privés dans le capital des entreprises, le second en abandonnant complètement la participation de l'Etat.

Le capitalisme était ainsi restauré dans toute ses dimensions.

Pour conclure cette esquisse d'analyse nous poserons quelques questions. Pourquoi les communistes d'URSS n'ont-ils pas su ou pu barrer la route à ce cours contre-révolutionnaire de leur histoire ?

Pourquoi la majorité des communistes dans le monde ont-ils gardé les yeux fermés et même soutenu cette évolution sans se rendre compte qu'elle menait droit dans le mur ?

**Intervention du Collectif Militant Communiste à la réunion
commémorative du**

**88^{ème} anniversaire de la Révolution d'Octobre
le 12 novembre 2005 à Lille.**

Amis et Camarades,

La destruction de l'URSS en tant que première expérience victorieuse de construction d'une société socialiste, et l'écroulement, à la suite, du camp socialiste, a porté un coup dur non seulement aux peuples de l'Union Soviétique et des démocraties populaires, **mais aussi** aux prolétaires et aux peuples du monde entier pour qui la grande Union des Républiques Socialistes Soviétiques était, depuis un demi siècle, la preuve vivante que la classe ouvrière est capable de conquérir le pouvoir et capable de construire une société prospère, libérée de l'exploitation capitaliste, le socialisme.

Renforcée par cette catastrophe, la bourgeoisie s'évertue, depuis, à accréditer l'idée que les travailleurs sont incapables de diriger la société et que le socialisme est impossible.

Le mouvement ouvrier lui-même, matraqué par les médias bourgeois et perverti par l'idéologie réformiste diffusée par les syndicats et (CGT compris) et les partis dits de gauche (PCF compris) semble avoir relégué cette perspective, la seule pourtant qui soit porteuse de l'émancipation des travailleurs.

A un moment historique où le capitalisme affiche toute sa putréfaction et où l'alternative du socialisme est devenue nécessaire, urgente même si l'on ne veut pas que la barbarie s'installe pour longtemps, **L'une des tâches politiques centrales des communistes est de s'affirmer et de combattre à contre-courant contre ce défaitisme politique et idéologique, et de démontrer et de propager l'idée que, contrairement aux prétentions de la bourgeoisie, l'URSS n'a pas disparu parce que le socialisme est impossible, MAIS PARCE QUE LA CLASSE OUVRIERE ET SON PARTI COMMUNISTE ONT ETE TRAHIS ET BATTUS PAR DES ENNEMIS DISSIMULES, MAIS ACTIFS, DANS LA DIRECTION MEME DU PARTI ET DE L'ETAT.**

Amis et camarades,

La Commune de Paris a duré deux mois. En tirant les leçons de son expérience, MARX a donné au mouvement communiste international la théorie qui a permis aux bolchéviks avec LENINE à leur tête, de prendre le pouvoir, et de le conserver.

Par sa maîtrise de l'économie politique socialiste et sa fermeté de classe dans son application, STALINE a réussi à construire le socialisme victorieux dans un quart de l'humanité, et cela dans les pires conditions extérieures qui soient et malgré une multitude d'obstacles intérieurs.

En analysant les causes qui ont permis de détruire cette œuvre immense après la disparition de STALINE, les communistes se donneront les moyens de transformer cette défaite provisoire en force idéologique et politique pour repartir plus forts à l'assaut du vieux monde.

Tel est le but de l'exposé qui suit, c'est ainsi que nous rendrons hommage à ceux qui il y a 88 ans ont ébranlé le monde.

Comment, donc, l'URSS a-t-elle pu retourner au capitalisme ?

Pour commencer, je rappellerai deux citations qui montrent que la possibilité de la restauration du capitalisme existe durant toute la période de transition du capitalisme au communisme, c'est-à-dire sous le socialisme : Dans la *révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*(1928), Lénine avait déjà indiqué :

« *La transition du capitalisme au communisme, c'est une époque historique. **Tant qu'elle n'est pas terminée** (souligné par nous), les exploiters gardent inéluctablement l'espoir d'une restauration, espoir qui se transforme en tentative de restauration* » .

Staline a lui aussi mis les communistes en garde contre cette possibilité :
« ... cela veut dire qu'il y a, dans les rangs de notre Parti, des gens qui tentent, peut-être sans s'en rendre compte eux-mêmes, d'adapter l'œuvre de notre construction socialiste aux goûts et aux besoins de la bourgeoisie « soviétique ». La victoire de la déviation de droite signifierait le renforcement des éléments capitalistes dans notre pays. Or, que signifierait le renforcement des éléments capitalistes dans notre pays ? Cela signifierait l'affaiblissement de la dictature du prolétariat et l'accroissement des chances de restauration du capitalisme. Ainsi donc, la victoire de la déviation de droite dans notre Parti signifierait l'accroissement des conditions nécessaires **à la restauration** (souligné par Staline) du capitalisme dans notre pays. Existe-t-il chez nous, dans le pays des Soviets des conditions rendant **possible** (souligné par Staline) la restauration du capitalisme? Oui, elles existent. Cela vous paraîtra peut-être étrange, mais c'est un fait, camarades. » -

Joseph Staline – Du danger de droite dans notre Parti – 1928 –

MAIS COMMENT LES CHOSES SE SONT-ELLES PASSEES CONCRETEMENT ?

LE POINT DE DEPART DU PROCESSUS ANTI-SOCIALISTE DE RESTAURATION DU CAPITALISME EST LA CONTRE-REVOLUTION POLITIQUE REUSSIE PAR LA FRACTION REVISIONNISTE KHROUCHTCHEVIENNE AU XX EME CONGRES DU PCUS EN 1956

Remontons en arrière. Les citadelles, c'est connu, se prennent de l'intérieur.

Depuis octobre 1917, c'est à l'intérieur du Parti communiste que les éléments hésitants ou hostiles à la marche en avant du socialisme ont agi. Tantôt dans l'ombre, tantôt ouvertement, selon les circonstances, pour avancer leurs théories visant à entraver l'édification du socialisme. Ne pouvant pas attaquer de front le socialisme et la dictature du prolétariat c'est dans la sphère de l'économie, et notamment au niveau de la théorie de l'économie politique socialiste, qu'ils ont concentré leurs activités de sape.

C'est sur ce terrain, en effet que sous prétexte de prétendues « réformes » visant à améliorer le fonctionnement de l'économie, ils avaient la possibilité de déstabiliser ses bases socialistes et mobiliser les couches sociales intéressées au rétablissement des rapports sociaux capitalistes.

Ainsi, dès les années qui ont suivi la victoire militaire et politique du peuple et de la classe ouvrière soviétique, c'est sur ce terrain que les ennemis conscients ou inconscients du socialisme se sont opposés à la direction du Parti bolchévik à la ligne visant à créer les conditions de la marche vers le socialisme. Les plus connus, Trotski, Boukharine, Kaménev, Zinoviev ont théorisé l'impossibilité de construire le socialisme dans un seul pays comme la Russie. Ils se sont opposés de diverses manières à la politique stalinienne de collectivisation des campagnes et à la création de la base économique du socialisme par la mise en œuvre des plans quinquennaux. Le Parti ne les a pas suivis et ils ont reçu le châtiment qu'ils méritaient.

Après la deuxième tentative manquée des puissances impérialistes pour détruire l'URSS par la deuxième guerre mondiale, c'est de nouveau sur le terrain de l'économie politique qu'à l'intérieur même de l'Union Soviétique, et à sa tête : c'est-à-dire dans le Parti et l'Etat, que les adversaires du socialisme vont s'activer, en profitant du fait que de nombreux membres du parti, et parmi les meilleurs, étaient morts dans le combat patriotique contre les armées du III^{ème} Reich.

Le 5 juillet 1945, Nikolaï Voznesenski, qui était commissaire au plan d'Etat depuis 1938 proposa que l'URSS soit, pour appliquer le plan, divisé en 17 régions suivant leur spécialisation actuelle...

Les économistes marxistes- Léninistes Stalinistes mirent cette proposition en échec.

Les années suivantes, appuyé par d'autres dirigeants comme Mikoyan, Kossyguine, Rodionov, Voznesenski revint à la charge et va utiliser son

pouvoir, à Léninegrad, pour introduire dans la république russe un certain nombre de réformes qu'il préconisait, notamment le développement prioritaire de la production des biens de consommation, au détriment de la production des moyens de production.

En janvier 1949, le groupe autour de Voznesenski s'estimant en position de force introduisit à une échelle nationale les réformes de leur chef de file et en particulier une mesure fixant les prix de gros des matières premières à leur valeur, ce qui préparait le terrain pour faire du profit et du marché le régulateur de la production. Ils eurent même l'audace d'organiser à Léninegrad une foire internationale de vente en gros sans l'accord du conseil des ministres de l'URSS.

Heureusement, la réaction des marxistes-léninistes fut rapide et radicale. Le groupe de Léninegrad fut jugé. Voznesenski et quatre autres furent condamnés à mort et exécutés, le 1^{er} octobre 1950.

L'offensive des éléments révisionnistes ne va pourtant pas rester sur cet échec.

En 1951, un groupe d'économistes fut chargé par le parti d'écrire un projet d'un manuel d'économie politique, une conférence étant convoquée pour le mois de novembre de cette année. Les matériaux de cette conférence ont été communiqués à Staline qui a formulé à leur sujet un certain nombre de critiques sévères.

Parallèlement, la préparation du 19^{ème} congrès du PCUS fait apparaître un recul de l'influence de Staline. Secrétaire général du CC depuis 1922, le camarade Staline devient simple membre du secrétariat en 1952.

Lors du 19^{ème} congrès, rompant avec une longue tradition, le rapport du CC n'est pas présenté par Staline mais par Malenkov. Staline n'intervint pas dans les débats du congrès et n'intervint que pour prononcer un bref discours de clôture.

Il est vrai que, conscients du cours négatif des événements, les marxistes-léninistes avaient décidé de frapper un grand coup contre les révisionnistes en publiant, à la veille du congrès les contributions de Staline à la discussion sur le projet de manuel d'économie politique connues sous le titre : « les problèmes économiques du socialisme ». Dans cette œuvre magistrale, le camarade Staline démolissait les théories révisionnistes de Voznesenski, de Léontiev, de Varga...et d'autres. Tous les communistes doivent étudier cet ouvrage fondamental de l'économie politique.

Le 5 mars 1953, le camarade Staline mourait, sans doute empoisonné.

9 jours plus tard, Khrouchtchev força Malenkov à démissionner de son poste de secrétaire du CC et ce limogeage inaugura une période de remplacement des cadres à tous les niveaux du Parti et de l'Etat.

Le 30 avril, Voznesenski est réhabilité.

En 1954, Varga reçoit l'Ordre de Lénine !

A partir de ce moment, la fraction révisionniste-trotskiste de Khrouchtchev a conquis une position dominante dans le Parti.

C'est au XX^{ème} Congrès du PCUS que cette fraction va l'emporter définitivement. En effet,

non seulement ce Congrès entérine les thèses révisionnistes, mais khrouchtchev jugea que le moment était venu de faire un trait sur le passé glorieux de l'Union Soviétique en détruisant le symbole même de cette époque : la personnalité du camarade Staline. Sans que, il faut le dire, aucune voix n'ait eu le courage de s'élever contre cet acte scandaleux.

Quelques mois plus tard, les camarades qui s'étaient tus lors du congrès furent à leur tour limogés :

Malenkov, Molotov, Kaganovitch. Il ne restait plus alors à khrouchtchev et à sa bande de traîtres qu' à « purger » de fond en comble le Parti pour éliminer toute forme de contestation future : quelques chiffres : Au XX ème congrès, 47 % des membres du CC élus au XIX ème congrès sont changés. Au XXIIème congrès, en 61, 70 % ! A la veille du XXIIème congrès, 45 % des membres des comités centraux du parti des diverses Républiques sont renouvelés. 40% des membres des conseils municipaux et départementaux.

Dans ses notes souvenirs, Lazare Kaganovitch membre du Parti Bolchévik depuis 1911 et du CC depuis 1928 et limogé par monsieur K en 1957 rappelle un fait : « khrouchtchev était un trotskiste en 1923-1924 » ;

Tous les agents de l'ennemi ne peuvent s'activer en même temps. Certains peuvent se cacher longtemps. Khrouchtchev a agi son moment venu, 30 ans plus tard.

Les communistes ne doivent jamais oublier cette leçon de l'Histoire.

**UNE FOIS LEUR POUVOIR POLITIQUE INSTALLE SOLIDEMENT,
LES REVISIONNISTES VONT APPLIQUER METHODIQUEMENT
LEUR PROGRAMME DE DESTRUCTION DU SOCIALISME
ET DE RESTAURATION DU CAPITALISME
EN LIQUIDANT LES PRINCIPES ET LES MECANISMES
DE L'ECONOMIE POLITIQUE SOCIALISTE**

Et d'abord par l'abandon du caractère central du plan et le rétablissement du profit comme objectif des entreprises de production et d'échanges.

Sous le socialisme, les moyens de production sont la propriété de l'Etat agissant comme centre de décision de la classe ouvrière au pouvoir. Non seulement les gestionnaires des entreprises ne possèdent pas les moyens de production, mais ils ne peuvent en disposer librement. Ce ne sont pas les dirigeants d'entreprises qui décident comme dans la société capitaliste, de la qualité et de la quantité des biens qu'ils ont la responsabilité de produire. C'est le plan central qui définit, en fonction des objectifs nationaux la part que doit réaliser chaque entreprise en fonction de ses capacités de production. Les biens produits appartiennent à la société et c'est le plan d'Etat qui fixe les prix et organise leur répartition et leur distribution. La part du surproduit destiné à développer les forces productives de l'entreprise est sous la responsabilité des organes de l'Etat, de même que la part destinée aux salaires des ouvriers et des cadres qui

est elle aussi fixée par l'Etat selon le principe «A chacun selon son travail ». Lorsque le plan est dépassé, une bonification est attribuée en plus du salaire selon des critères définis également par l'Etat.

Dans un tel système il n'y a pas de possibilité pour une classe de s'enrichir en exploitant le travail d'autrui. Au pire, il ne peut exister que des filous.

Certes, des inégalités continuent à exister, légalement. Tous les salaires ne sont pas égaux. Mais leur valeur n'est plus fixée comme sous le capitalisme comme le prix d'une marchandise, la force de travail, mais comme l'équivalent de la quantité et de la qualité du travail fourni selon le critère de l'utilité sociale. Pour simplifier, un mineur ou un tractoriste pouvait gagner plus qu'un ingénieur.

Certes également, il ne faut pas idéaliser la réalité : certaines couches de la nomenklatura ont recherché et parfois obtenu des avantages, voire des privilèges. Mais dans l'impossibilité d'accumuler du capital et d'acheter de la force de travail, ces couches n'ont pas pu, jusqu'à la contre-révolution kroutchévienne, se transformer en classe capitaliste.

JUSQU'A LA CONTRE-REVOLUTION KHROUCHTCHEVIENNE, C'EST-A-DIRE JUSQU'AU XX EME CONGRES DU PCUS.

Que s'est-il passé, en effet, après le XX ème congrès sur le plan des rapports de production ?

En dépit du fait que la propriété des moyens de production ne fut pas immédiatement remise en cause, le pouvoir révisionniste a systématiquement réintroduit dans l'économie les mécanismes permettant de restaurer les rapports sociaux de production capitalistes, incluant la légalisation de l'appropriation privée de la plus-value et son accumulation au profit des couches gestionnaires de l'économie, de l'appareil d'Etat et du parti. Ce qui suscita d'ailleurs des contradictions entre la nomenklatura d'Etat et les dirigeants de l'appareil économique.

Quelles furent ces mesures fondamentales?

La première fut l'abandon de la PLANIFICATION CENTRALISEE.

Dès 1955, seulement deux ans après la mort de Staline, des économistes révisionnistes comme Liberman préconisaient dans les journaux économiques soviétiques de libérer l'économie d'une centralisation excessive et de donner une plus grande liberté aux directeurs des entreprises pour décider ce que et combien les entreprises qu'ils dirigent doivent produire..

En septembre 1965, la thèse de Liberman fut adoptée par le CC du PCUS. Les entreprises pourront légalement dès lors décider de leur propre production.

La seconde mesure fut l'introduction du profit comme objectif de la production de l'entreprise et donc le régulateur de la production.

Comme le déclarait déjà l'économiste révisionniste Leontiev dans la Pravda du 7 septembre 1955, « le profit sert de critère le plus général pour régler toute l'activité de l'entreprise ».

A partir de ces deux « réformes » fondamentales, les entreprises ne

produisent déjà plus pour la société dans son ensemble, selon un plan général rationnel mais selon les méthodes de l'autogestion yougoslave, dans leur propre intérêt ou pour être plus juste, et comme nous le verrons ensuite, dans le propre intérêt des dirigeants de l'entreprise.

Ces deux réformes entraînent tous les autres mécanismes du capitalisme. Par exemple la possibilité pour chaque entreprise d'utiliser librement ses capitaux : ce principe a été approuvé par le CC du PCUS en septembre 1965.

Ainsi, en 1965, « les prélèvements annuels de l'Etat pour l'utilisation des capitaux ont été en moyenne de 15 % de la valeur des capitaux utilisée par l'entreprise ».

Le financement direct par l'Etat, sans coût, pratiqué antérieurement fait place au crédit. Dès 1976, plus de 50% des capitaux des entreprises proviennent des crédits bancaires : « actuellement chaque deuxième rouble du capital en circulation dans l'industrie vient du crédit. La part du crédit dans l'agriculture, du commerce et dans d'autres branches est encore plus élevée... » (kossiguine).

Chacun comprendra que le remboursement des crédits dont les taux vont de 4,5 à 6% en 1967 agit directement sur la nécessité pour l'entreprise d'accroître sa rentabilité et donc son propre taux de profit.

Une nouvelle étape décisive va être franchie dans la voie de la restauration du capitalisme le 4 octobre 1965. Jusque-là, en effet, dans la propagande révisionniste, les moyens de production étaient encore présentés comme propriété du peuple. Mais les statuts de l'entreprise adoptés par le conseil des ministres de l'URSS le 4 octobre 1965 donne à cette entreprise le droit de posséder ses propres capitaux.

Dans le n° 43 de la revue Ekonomitchkaïa gazeta, en 1965 on décrit ainsi ces nouveaux statuts :

« L'entreprise jouit du droit de propriété sur les biens dont elle a le contrôle opérationnel. Le directeur de l'entreprise peut agir en son propre nom, disposer de la propriété et des fonds de l'entreprise, procéder à l'embauche et au licenciement du personnel... Chez nous, l'équipement des entreprises en moyens de production est traité sous forme de vente et d'achat... »

Les directeurs d'entreprises sont donc devenus, depuis ces « réformes » des années 60, sinon les propriétaires légaux des moyens de production, tout au moins les responsables légaux de leur utilisation.

Sa responsabilité est principalement que l'entreprise réalise les profits les plus élevés par la production de marchandises dont les prix seront désormais fixés par l'entreprise de même que leur qualité et leur volume le tout étant régulé par le marché !

Avant de tirer la conclusion sur la nature de ce système économique, il reste à répondre à une question : **OU VONT LES PROFITS DE L'ENTREPRISE ?**

L'Etat continue à prélever une part de ces profits, comme c'est le cas, également en système capitaliste. Mais la part qui reste à la disposition de l'entreprise augmente de manière continue : 26% en 1966 ; 29% en

1967 ; 33% en 1968 ; 40% en 1969...

Quand les prélèvements de l'Etat sont opérés, le reste, qui reste dans l'entreprise est divisé en deux : les fonds d'investissements et les fonds sociaux, disons salariaux.

Un chiffre : en 1970, 78,8 % de l'investissement total venait des fonds propres des entreprises, le reste venant du crédit et des fonds exceptionnels fournis par l'Etat.

Mais venons-en à la question cruciale, celle de la répartition des fonds salariaux : les chiffres parleront d'eux-mêmes !

Le salaire d'un directeur était en 1974 jusqu'à 7,2 fois celui d'un ouvrier moyen. C'est déjà pas mal dans un pays qui se prétend encore socialiste !

Mais à cela il faut ajouter les bonifications.

Le critère principal pour la détermination du niveau des bonifications distribuées au personnel de gestion est le taux de profit réalisé par l'entreprise. On voit tout de suite qui a intérêt à quoi !

Le volume des bonifications distribuées aux ouvriers est déterminé officiellement par le directeur : « Les bonifications attribuées aux directeurs d'entreprise sont approuvées par le cadre supérieur de l'agence d'Etat supérieure, et celle attribuée à tous les autres employés par le directeur de l'entreprise »

Le résultat n'est pas surprenant : En 1966 les statistiques officielles montrent que le personnel de direction a reçu 43,9 % des fonds d'intéressement, alors que les ouvriers n'en recevaient que 50,7. Mais attention : le personnel occupé dans l'industrie compte 4% de personnel de direction et les ouvriers 96%. 43,9 % pour 4 % et 50,7 % pour 96 %. En moyenne, chaque membre de direction a reçu presque 25 fois plus de bonification que les ouvriers.

Telle est la réalité des rapports de production et de répartition introduits par les réformes au cours des années 60. Pouvait-on encore parler de socialisme ? voire d'édification du socialisme, c'est-à-dire de progression dans la voie socialiste ?

Quel est ce « socialisme » où les forces productives fonctionnent pour produire des profits ?

Où une minorité de gestionnaires de l'administration d'Etat, de l'industrie, du commerce et de l'armée s'approprie individuellement ce qu'il faut appeler par son nom, c'est-à-dire la plus-value suée par les ouvriers ?

Certes, avant Gorbatchev la propriété des moyens de production et d'échange était encore légalement propriété collective. Mais cette propriété collective, les réformes en avaient donné toute la jouissance à une classe de nouveaux bourgeois avides d'en faire une machine à produire de la plus-value, c'est-à-dire une machine à exploiter, avant de pouvoir devenir directement propriétaires sous Gorbatchev et Eltsine.

La contre-révolution avait alors parachevé son œuvre, Le capitalisme était restauré dans sa forme la plus classique

POUR CONCLURE

Retenons au moins deux leçons de cette première grande expérience historique que fut la Révolution d'Octobre l'édification du socialisme durant un demi-siècle et sa destruction.

La première est que la classe ouvrière peut prendre le pouvoir, diriger la société et construire victorieusement le socialisme.

La seconde est que le pouvoir ouvrier peut être renversé par l'ennemi de classe. Il n'est pas indestructible, comme beaucoup d'entre nous l'ont cru. Les citadelles se prennent de l'intérieur, en détruisant ses centres vitaux.

Dans une société socialiste, le centre vital c'est d'abord le Parti Communiste. C'est là que l'ennemi s'infiltré, divise, comploté. Drapé dans le drapeau rouge, il fait progresser ses théories réactionnaires en s'appuyant sur les éléments instables, faibles, intéressés, carriéristes, Dans ce travail, ils sont encouragés par les couches sociales héritées de la division du travail elle-même héritée de l'ancienne société, qui craignent que tout pas en avant vers le communisme ne vienne remettre en cause leurs privilèges et qui rêvent de revenir en arrière...

La formation idéologique des communistes, leur pratique révolutionnaire, leur vigilance ininterrompue, leur courage à défendre ouvertement les principes et les idéaux du communisme dès la plus petite alerte, la mobilisation des masses dans la lutte pour la conquête du pouvoir et dans l'édification du socialisme : Telles sont quelques unes des armes indispensables pour mettre en échec les attaques et les pièges que l'ennemi s'évertue sans relâche à mettre en travers de notre route.

Ainsi, la révolution bolchévique avait réussi à supprimer la classe capitaliste. Mais il restait dans la société socialiste des couches sociales qui avaient intérêt à restaurer le capitalisme. Le manque d'expérience, de vigilance, de mobilisation des communistes et des masses travailleuses les conditions objectives, aussi, leur ont permis de renverser le pouvoir des ouvriers et des paysans et de restaurer le capitalisme.

D'autres révolutions socialistes vont avoir lieu. Elles devront toutes tirer les leçons de la Commune, de la révolution d'Octobre et du socialisme soviétique.

En fait, la partie ne sera définitivement gagnée que lorsque l'impérialisme aura été mondialement vaincu, et que l'édification du socialisme aura atteint le point où les conditions objectives rendront impossibles toute idée, tout désir, et donc toute tentative de revenir en arrière.

Voilà, chers amis quelques éléments de réflexion que je vous invite maintenant à débattre.

Le document que nous publions a été écrit en 1956 à la suite du 20^{ème} congrès du PCUS qui lança le processus politique de restauration du capitalisme en URSS. Près d'un demi - siècle plus tard et avec le recul historique ce texte écrit par des camarades communistes indiens « n'a pris aucune ride », il est un exemple concret que seule la théorie marxiste-léniniste peut donner aux communistes « .. la certitude , la force d'orientation et la compréhension du lien intérieur des événements qui se déroulent tout autour » (J . Staline ,les questions du Léninisme)

Le 20ème CONGRÈS ET STALINE KHROUTCHEV ET L'HISTOIRE SOVIÉTIQUE

Par Moni Guha

En faisant référence à la biographie Napoléon par Victor Hugo, Karl Marx écrit dans la préface de son livre « Le Dix-huitième Brumaire » :
L'événement lui-même lui apparaît comme un éclair dans un ciel serein. Il n'y voit que le coup de force d'un individu. Il ne se rend pas compte qu'il le grandit ainsi, au lieu de le diminuer, en lui attribuant une force d'initiative personnelle sans exemple dans l'histoire.

Ce commentaire de Marx est également valable quand on l'applique dans le contexte des discours et des comptes- rendus de Khrouchev-Mikoyan et compagnie au 20ème Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Nous apprenons dans les comptes - rendus de Khrouchev-Mikoyan and Co. que dans les vingt ans qui ont suivi 1934, Staline s'est graduellement placé au-dessus du parti et des masses. Violant les Principes Léninistes d'organisation il a eu recours au despotisme militariste bourgeois dans le domaine de l'organisation. D'une part, cela aurait conduit à la destruction de la démocratie dans le parti, la négation de la direction collective, le blocage de toute pensée indépendante et de l'activité des membres du parti et le développement du culte de l'individu qui trouvait son reflet dans le sentiment populaire selon lequel Staline était à l'origine de tout, aboutissant à une dépendance accrue à l'égard du grand homme. D'autre part, Staline s'était détaché des masses, du Politburo et du Comité Central et était devenu égocentrique. Dans l'ensemble, c'était Staline qui décidait de tout dans la sphère nationale ou dans les affaires internationales. Staline qui était seul responsable des succès et des échecs des vingt dernières années de l'histoire soviétique. Staline était le seul architecte de ces vingt ans d'histoire soviétique.

Les peuples soviétiques étaient simplement des figurants pour l'histoire et dans cette atmosphère de terreur le PCUS était simplement un spectateur muet frappé de terreur.

Victor Hugo ne raisonnait pas à l'aide du matérialisme historique. Aussi, dans son examen des grandes figures historiques son analyse est centrée sur les individus. Mais Khrushchev Mikoyan and Co. sont communistes et on s'attend à ce qu'ils raisonnent en s'appuyant sur le matérialisme historique. Cependant, dans leur évaluation du rôle de Staline, ils ont

imité les idéalistes bourgeois et ont adopté une approche individuelle. En bref, le Vingtième Congrès du PCUS a abandonné l'approche Marxiste dans son évaluation de Staline.

Deux questions de base du Marxisme sont étroitement liées avec l'évaluation de Staline par le PCUS.

En déviant des principes organisationnels Léninistes, Staline a eu recours au despotisme militariste bourgeois dans le domaine de l'organisation et au subjectivisme dans la pensée et la méthode de travail - c'est l'une des faces de l'histoire des vingt dernières années.

Quel est l'autre face ? Durant ces vingt ans de grands succès ont été réalisés et la vie s'est développée dans un progrès gigantesque. Parmi les pays industriellement avancés, l'Union soviétique est maintenant placée à la seconde place dans le monde et à la première en Europe. La vie s'est développée et a avancé dans tous les domaines, éducation, santé, science, art et culture. Dans la vie politique, sociale et économique une société sans exploitation de classe (dans le sens de classes antagoniques Ndr.) a été créée. Le socialisme a été établi et s'avance vers le communisme. D'éminents érudits, Romain Rolland, Rabindra Nath Tagore, H.G.Wells, Bernard Shaw, Hewlett Johnson, Emil Ludwig, les Webbs ont été impressionnés par le progrès général incroyable de l'Union soviétique. Dans le domaine international, où l'Union soviétique ressemble à une île dans un océan impérialiste, la base pour l'émergence d'un système socialiste dans le monde entier a été jetée.

Ainsi, pendant plus de vingt longues années, d'une part nous avons, principalement une application concrète, essentiellement couronnée de succès, des principes politiques, sociaux et économiques du Marxisme-Léninisme et de l'autre on nous affirme que nous avons affaire à une déviation primaire des principes Léninistes d'organisation, un effort pour déformer ces principes et à la place de la démocratie, du centralisme démocratique et de la direction collective dans la société et dans le parti, le despotisme et l'établissement d'un régime de terreur.

Il est naturel de se demander comment cela est-il possible ?

Est-ce que le succès dans la politique, la société et l'économie ne se reflète pas aussi dans la vie organisationnelle et sociale ? Le corollaire logique du progrès politique, social et économique est la démocratie organisationnelle et le développement de la conscience sociale. Le corollaire logique de la réaction politique, sociale et économique est la réaction organisationnelle, le manque d'initiative individuelle, l'apathie, la morne routine mécanique. Une telle société ne s'accorde pas avec la chanson de la vie. Mais nous avons entendu la chanson de la vie en Union soviétique. La question se pose - la ligne politique organisationnelle du Marxisme-Léninisme n'est pas une collection de phénomènes discrets, et

mutuellement indépendants qui n'interagissent pas entre eux ou s'excluent. Au contraire c'est un tout unique qui englobe de nombreux aspects idéologiques et pratiques.

S'il en est ainsi, comment est-il possible que d'une part la politique, l'organisation et les principes organisationnels et d'autre part les moyens pour accomplir avec succès cette politique - puissent se déplacer dans deux directions opposées pendant vingt longues années ?

Le conservatisme dans les questions organisationnelles agit comme un frein sur le progrès politique, de la même façon le conservatisme politique agit aussi comme un frein sur le progrès organisationnel – C'est dans le développement de cette contradiction que les changements d'organisation entraînent des changements dans les règles organisationnelles. De cette façon les règles organisationnelles sont en harmonie avec le progrès politique et ne l'empêchent pas. Mais si les règles organisationnelles et les méthodes de travail empêchent le progrès politique – alors cette politique n'est pas progressiste et l'organisation reste aussi en arrière.

Ainsi en Union soviétique, si l'on postule que la politique progressait et que de grands succès étaient réalisés, mais qu'en même temps, l'organisation et les règles organisationnelles restaient en arrière et cela pendant vingt longues années, dans une période de grand changement historique – Cela semble tout à fait impossible. Sommes nous alors obligés de supposer que la société avance mue par sa seule volonté et à sa propre vitesse ? Devons nous supposer que l'Homme n'a aucun rôle actif ou passif à jouer dans ce processus, que la société est dirigée par le destin, que l'Homme est aussi une marionnette dans les mains de son destin ? Le Marxisme réfute tout cela. Au travers de la politique organisationnelle, de sa forme et de son caractère se manifeste la politique, sa forme et son caractère. Et la forme et le caractère de l'organisation et de la politique organisationnelle trouvent leur reflet dans la forme et le caractère de la politique.

Si tout cela est un raisonnement marxiste, alors évidemment le compte rendu de Khrouchev-Mikoyan n'en a pas les caractéristiques.

IL n'y a que deux positions possibles : ou l'on considère que le socialisme n'a pas existé en Union soviétique, qu'aucune avance sur aucun aspect de vie n'a été réalisée jusqu'à aujourd'hui; que l'Union soviétique est une énorme maison prison; ou bien on considère que le rapport de Khrouchev-Mikoyan est faux, qu'il n'est pas une analyse marxiste correcte, mais est inspiré par des arrières pensées politiques .

En dehors de cette hypothèse la seule autre alternative qui nous reste est de considérer le Marxisme comme erroné et le compte rendu de Khrouchtchev-Mikoyan comme correct.

La deuxième question fondamentale liée au compte rendu de Khrouchtchev-Mikoyan est la question du rôle de l'individu dans l'histoire.

Khrouchtchev-Mikoyan nous disent qu'après 1934, Staline a graduellement concentré tout le pouvoir entre ses mains et qu'il n'avait aucun contact avec les masses, le Parti, le Comité Central ou le Politburo. Il n'a jamais convoqué les réunions du Comité Central ou du Politburo, il a pris toutes les décisions lui-même et a publié des directives en conséquence.

Nier le peuple, le parti et tout le reste, ne donner aucune occasion à la critique et l'évaluation de s'exprimer, se baser seulement sur sa seule idéologie, théorie et ses propres méthodes de travail, cela signifie la chose suivante :

Si un simple individu était capable, face au potentiel énorme des forces impérialistes dans le monde de soulever un grand pays arriéré à de telles hauteurs de développement, de prospérité et de puissance, si le socialisme peut être réalisé et la société peut s'avancer vers le communisme, si le communisme peut devenir puissant dans l'arène internationale et si l'impérialisme peut être défait seulement par l'action politique, les méthodes de travail et la théorie d'un seul homme , alors il faut dire que le Marxisme est faux, que le matérialisme historique est faux.

S'il en est ainsi alors pourquoi tant de gesticulations sur la direction collective et le centralisme démocratique et pourquoi faire autant de proclamations contre le culte de la personnalité ? Si en s'élevant au-dessus du peuple et en le traitant comme un spectateur inactif de l'histoire, un simple individu autoritaire peut créer l'histoire brillante du socialisme, alors le meilleur exemple c'est effectivement Staline lui-même. En réfutation de tous ces arguments tirés par les cheveux, il faudrait conclure que Staline a par ses actions, nié le matérialisme historique.

Et s'il en est ainsi maintenant nous pouvons dire avec les idéalistes, que la « populace » n'est que la matière première de l'histoire. Le grand individu est tout, les masses rien.

Aussi il faut conclure que si le compte rendu de Khrouchtchev-Mikoyan est vrai, alors le Marxisme-léninisme est faux, donc le matérialisme historique est faux.

Dans le compte rendu de Khrouchtchev il y a un éloge hypocrite du sacrifice inégalé et du patriotisme des peuples soviétiques dans l'accomplissement des nombreux succès de l'Union soviétique; et dans le même temps, Staline est tenu responsable de tous les échecs.

Il n'est pas vrai de dire, comme les français, que leur nation a été surprise. ON ne pardonne pas à une nation, pas plus qu'à une femme, le moment de faiblesse où le premier aventurier venu a pu leur faire violence. Le problème n'est pas résolu par une telle façon de présenter les choses, mais seulement autrement formulé.. Il reste à expliquer comment une nation de trente-six millions d'êtres a pu être surprise par trois chevaliers d'industrie et menée sans résistance en captivité. (K Marx, le 18 brumaire de Louis Napoléon Bonaparte).

Que veut ainsi nous faire comprendre Marx – simplement que quelques personnes ne peuvent pas dominer un si grand pays et on ne peut se tirer d'affaire en déposant toutes les erreurs devant leur porte. Après cette introduction, Karl Marx fait une analyse magistrale de la condition historique dans laquelle les événements en France ont eu lieu. C'est précisément la méthode d'analyse du matérialiste historique. Cela permet de découvrir la cause première dans l'analyse du mouvement de la société contemporaine, d'analyser les succès et les échecs, ce qui a été réalisé et les défauts, le rôle et la contribution des dirigeants à la lumière de cette cause première. Évaluer le rôle de l'individu dans le contexte historique est un principe fondamental du Marxisme et l'évaluation de l'individu en lui donnant la position est une méthode idéalisme bourgeois et anti-marxiste.

C'est la différence fondamentale entre le Marxiste et la conception Khrouchtchevienne.

Les limitations et les défauts du système social soviétique peuvent être évalués par le prix extraordinairement élevé payé par le système soviétique et le peuple, pour le développement général et les progrès faits par l'Union soviétique. Le socialisme dans un pays est possible à cause du développement inégal de l'impérialisme et l'Union soviétique est la preuve de cette situation. Mais le socialisme dans un pays, est une goutte d'eau dans un immense océan impérialiste. Avant sa victoire dans la Deuxième Guerre mondiale et l'apparition des états de Démocratie Populaire dans plusieurs pays, l'Union soviétique était toujours, sur les fronts tant interne qu'extérieur, en état de guerre. Que le socialisme soit limité à un seul pays pendant une si longue période n'avait pas été prévu par Lénine ou d'autres leaders communistes contemporains. Mais l'homme doit travailler avec le matériel fourni par l'histoire à la société et au monde et avancer dans la tâche de la création d'un monde nouveau. L'histoire ne se fait pas toujours comme on le voudrait et elle n'est pas basée sur des idées illusoires et des rêves. Voilà les éléments historiques et la limitation du système social soviétique tel qu'il a dû exister, au cours d'une longue période, dans un état de guerre permanent face à l'encerclement capitaliste du monde.

Graduellement confier à de larges masses toutes les responsabilités politiques, sociales et économiques et ainsi rendre socialement inutile

l'existence de l'Etat comme institution spécialisée pour la répression est une tâche fondamentale de l'étape intermédiaire du socialisme et la dictature du prolétariat. Les trois piliers fondamentaux de l'Etat sont – l'exécutif, le pouvoir judiciaire et le législatif. C'est le devoir fondamental d'un pays socialiste dans son étape intermédiaire de contrôler la bureaucratie qui travaille dans ces trois secteurs; aussi bien que d'éliminer l'armée permanente, la police secrète - qui ne jouent aucun rôle créateur dans la production et dépendent entièrement de l'Etat. A la place de la bureaucratie permanente, siègeront des représentants élus par le peuple et l'armée permanente sera remplacée par le peuple en armes, ce dernier ne dépendant pas de l'Etat pour sa subsistance.

C'est seulement alors, que le peuple sera capable d'exprimer complètement un avis indépendant et seulement alors que toutes les conditions appropriées seront créées pour l'exprimer. Ainsi l'Etat ne pourra pas se comporter d'une façon partisane envers lui.

En Union soviétique, au cours de cette longue période, rien de cela n'a pu être accompli. Pour protéger le socialisme dans le pays face à l'encerclement impérialiste et la menace toujours présente d'une intervention, il était nécessaire de maintenir sous la direction de l'Etat une grande armée permanente, qualifiée et équipée d'armes modernes. Afin que le socialisme dans un seul pays puisse s'implanter rapidement, il était nécessaire pour un si grand pays arriéré, de non seulement rattraper les pays capitalistes avancés, mais aussi de les surpasser. Par conséquent, la centralisation a été excessive. Plus tard pour des raisons semblables, il est devenu nécessaire de former une importante armée de travailleurs habiles, pleins d'abnégation, idéalistes (non au sens philosophique du terme), durs au travail. Des individus dévoués au parti dans l'Etat, l'industrie, l'agriculture, l'éducation et la culture.

La présence d'une police secrète armée permanente et d'un département de renseignements qui dépend entièrement de l'Etat ne joue pas de rôle créateur dans la production, et est un grand obstacle pour le progrès démocratique général de société. La bureaucratie paperassière, qui n'a aucun contact avec la vie des gens ou avec la production créatrice, est aussi une barrière au progrès démocratique général. Ainsi en Union soviétique, d'une part, nous avons le développement sans précédent et le progrès dans la vie sociale et économique, dans l'éducation et la culture et un pays sans antagonisme de classe, système sans exploitation, mais d'autre part, il y eut aussi la croissance d'une centralisation excessive et d'une bureaucratie dans la machine d'Etat et l'Etat. C'est cette contradiction qui fut à la racine des altérations nationales et sociales dans la société soviétique. Mais il faut tenir compte que l'Union soviétique n'avait aucune autre voie alternative pour aller de l'avant. Si on visite un pays socialiste avec un esprit plein de belles illusions, comme André Gide, les rêves se brisent.

Pour l'analyse des échecs de l'Union soviétique, ce n'est pas suffisant de dire cela. L'histoire est créée, comme le résultat de l'interaction mutuelle contradictoire de l'idéologie et de l'activité de millions des gens dans la société. L'homme n'est pas simplement un spectateur de son l'histoire. Il utilise activement ses forces et capacités dans le déroulement historique. Jusqu'à présent, des millions de gens ont contribué à faire l'histoire. C'est une contribution active, mais pas consciente. L'individu ou le parti qui en sont les dirigeants, en reconnaissant la tendance principale dans le mouvement fondamental et le développement de la situation réelle engendrée par l'interaction mutuelle des idéologies contradictoires et l'activité de millions de gens, s'efforcent consciemment de faire avancer la société vers l'accomplissement de ses objectifs historiques. C'est le rôle indélébile joué par l'individu dans le développement de l'histoire. Par conséquent, aucun dirigeant ou parti ne peut se dédouaner de la responsabilité des échecs et des défauts, en invoquant la supposé marche incontrôlable de l'histoire.

Les leaders comme Mikoyan ont essayé d'échapper à cette responsabilité en propageant l'idée que l'homme apprend seulement après que l'événement a eu lieu. Cela peut être vrai pour les millions des gens ordinaires, mais ici nous abordons la question philosophique de la connaissance. Tout le monde peut comprendre après que l'événement a eu lieu. Mais le rôle de la direction ou du dirigeant, est d'anticiper le mouvement et le développement de l'événement ou des phénomènes et dans la lutte contre un mouvement et développement défavorable; pour que des conditions saines et appropriées puissent être créées pour un développement favorable des événements. C'est précisément ici, que le besoin surgit de la nécessité de dirigeants et d'une direction et c'est pour faciliter cette compréhension que le matérialisme dialectique et historique a été développé.

Ainsi, d'une part, nous voyons le progrès de société socialiste et de l'autre, une armée permanente, le centralisme excessif et la bureaucratie dans l'exécutif et le législatif entraînant nécessairement des échecs et des défauts dans la société soviétique, le fonctionnement de l'état et de la vie sociale et un développement déformé.

La question se pose : Staline en tant que leader , a-t-il eu suffisamment conscience de ces phénomènes, a-t-il été vigilant et s'est-il efforcé de créer des conditions favorables pour la lutte contre eux ?

C'est seulement dans cette mesure et pas plus, que Staline peut être tenu responsable des échecs et des défauts. Malgré tous les efforts faits dans la lutte, le développement de la société soviétique devait nécessairement être déformé et unilatéral dans une certaine mesure, il n'y a aucune raison de dissimuler cette vérité. Mais la question importante est de juger ce qui a été fait dans la lutte contre ce caractère unilatéral et c'est seulement ici que la question de fixer la responsabilité surgit.

Si Khrouchtchev Mikoyan and Co. s'étaient basés eux-mêmes sur les principes du matérialisme historique dans leur analyse des échecs et des

défauts des individus et de l'Etat alors ils n'auraient pas dénigré Staline et le communisme devant le monde entier. Ils n'auraient pas lancé d'attaques personnelles. C'est à cause de leur analyse bourgeoise individualiste qu'ils ont eu recours au mensonge et à l'altération de l'histoire. Mais le Marxisme-Léninisme est invincible. Le matérialisme historique conserve sa validité - c'est indépendant du désir des individus. L'histoire confirmera les lois du matérialisme historique et appréciera Staline et sa contribution à sa juste valeur.

***Première publication Juillet 1956
Reproduit dans Proletarian Path
Nouvelle Série
Vol 1; no 4; juin 1994; p. 40-46; Calcutta Inde***

DIALOGUE POLITIQUE DANS UN JOURNAL DE GAUCHE

Article du journal biélorusse
«Vpéryod>>, n°4 (108), avril 2003-09-12¹

La Rédaction du journal «Tovarichtcho», organe du Parti biélorusse des communistes (P.B.d.C.), a commencé à insérer dans les pages de ce journal des articles à caractère théorique, ce qui est un facteur positif et mérite l'attention des partisans des partis de gauche et des sociétés civiles de notre république. Il n'aurait pas été mauvais que la Rédaction du «Tovarichtch» insère des articles non seulement des dirigeants et militants du P.B.d.C., mais également des communistes du P.C.B.tUS, de membres du Parti communiste de Biélorussie (P.C.B.). Les discussions qui s'instaureraient permettraient de confronter les positions et les objectifs programmatiques des partis de gauche, de donner une appréciation scientifique des événements qui se produisent et des voies du développement ultérieur du mouvement communiste.

Je voudrais exprimer mon opinion sur un document publié dans l'édition spéciale «Dialog», n° 4 du 9 janvier 2003, dans lequel sont exposées les réflexions de Serguéï Kalyakine, Premier secrétaire du C.C. du P.B.d.C., en relation avec le 80e anniversaire de la formation de l'U.R.S.S. A mon point de vue, les événements liés à la formation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont, dans leur ensemble, expliqués à partir de positions proches de la vérité historique. Le journal «Vpéryod» en a parlé dans son numéro de février 2003.

Il convient de s'arrêter sur les périodes qui ont suivi de l'histoire soviétique dont une analyse est proposée dans l'article de Kalyakine.

L'auteur divise toute la période de l'existence de l'État soviétique en trois étapes: une première étape qui va de 1922 à 1936, une deuxième étape qui va de 1937 à 1960 et la troisième et dernière étape qui commence, comme il l'affirme, à partir de 1961. Je considère que les étapes qu'il cite ne reflètent pas tout à fait la véritable situation telle qu'elle a existé dans le pays au cours de son développement. Si l'on peut être d'une certaine manière d'accord avec la première étape, il ne peut en être de même avec la deuxième et la troisième. Après la mort de I. V. Staline (5 mars 1953) et l'intervention de N. S. Khrouchtchov au XX^e Congrès du P.C.U.S. avec son rapport «du culte de la personnalité de I. V. Staline», la société soviétique est tombée en panne et a perdu le rythme de développement qui était le sien tout au long des années précédentes. Après avoir condamné I. V. Staline, Khrouchtchov et ses

¹ Traduit du Russe et publié dans «NOUVELLES D'URSS» n°48, septembre 2003

partisans ont, en fait, désavoué tout notre passé héroïque qui, selon les paroles de S. Kalyakine, a permis de réaliser en U.R.S.S., en des délais records, l'industrialisation du pays, la collectivisation de l'agriculture et la révolution culturelle, ce qui a permis de remporter la victoire dans la Grande Guerre patriotique.

Du temps de Staline, les rapports de production et le système socialiste de l'économie ont permis le développement impétueux des forces productives: Par contre les rapports de production qui ont été mis en place sous Khrouchtchov et les autres secrétaires généraux qui lui ont succédé ont mis en marche le mouvement de freinage du développement des forces productives. Conformément à la loi du 10 mai 1957, le système sectoriel de gestion de l'économie a été remplacé par un système territorial, en application de quoi les ministères ont été remplacés par des sovnarkhozes².

La dissociation de la direction de l'économie a entraîné à sa suite la dissociation des organes du pouvoir. Deux types de Soviets des députés des travailleurs ont été créés en 1962: des Soviets industriels et des Soviets ruraux. Cette dissociation a détruit l'unité du système soviétique (et en particulier l'unité de la classe ouvrière et de la paysannerie kolkhoziennine; - N.d.T.). Dans le même temps, les organes du parti ont, eux aussi, été dissociés et les comités oblastaux ont été reformés en comités de ville et comités de village.

Tout cela a largement contribué à faire baisser le niveau de production. Mais ce n'est pas tout: la liquidation des ministères sectoriels a privé le système soviétique d'un très important avantage, celui pour l'État de pouvoir concentrer tous les moyens nécessaires au développement de la science et de la technique, de pouvoir mener une politique technologique unique, de pouvoir introduire les meilleures acquisitions de la science et de la technique dans l'économie nationale. C'est ainsi que cette organisation inepte des rapports de production a conduit au refoulement du développement plus avant des forces productives. Graduellement, mais sûrement, l'accroissement annuel du produit intérieur brut s'est mis

² Sovnarkhoze est l'abréviation syllabique russe d'une dénomination signifiant 'conseil de l'économie nationale. Il s'agissait d'organismes de direction de l'économie nationale suivant le principe territorial (par régions économiques jouissant d'une relative autonomie qui ont fait éclater la direction sectorielle (par branches d'industrie) centralisée, découpant le pays en régions économiques dirigées chacune, toutes branches d'industrie confondues, par un sovnarkhoze aux effectifs pléthoriques de petits fonctionnaires locaux brassant des océans de paperasses. Ces sortes de féodalités économiques rivales plongeaient la production désarticulée, privée de sa direction centralisée, dans le marais de l'anarchie concurrentielle. Ayant brisé la dynamique du développement économique du pays, les sovnarkhozes ont été l'une des causes de la stagnation de l'économie nationale de l'U.R.S.S. sous Brejnev, malgré qu'ils aient été supprimés en 1965. Seule une direction bolchévique du parti et de l'État aurait pu redresser la situation. On sait que ce n'était malheureusement pas le cas. Voici ce qu'il est dit des sovnarkhozes dans le Rapport d'activité du Comité central au XXIII^e Congrès du P.C.U.S. (1966): "Le système territorial de direction de l'industrie a conduit à ce que la direction des branches de l'industrie se trouve fractionnée en un grand nombre de régions économiques; l'unité de la politique technique a été rompue, les organismes de recherche scientifique se sont trouvés coupés de la production, ce qui a freiné la mise au point et l'introduction du nouveau matériel». Voilà l'un des nombreux cadeaux du renégat-traitre Khrouchtchov au peuple soviétique, au socialisme. (N.d.T.)

à baisser, l'Union soviétique s'est mise à perdre ses rythmes de développement élevés.

Il est fait remarque dans l'article qu'au cours de la deuxième période, la résistance des classes exploiteuses a été surmontée et les bases économiques de leur apparition ont été liquidées. Il n'en est pas tout à fait ainsi. Après la réforme économique de 1965 Précisément, les «bases économiques» de l'apparition des éléments bourgeois ont pu commencer à se renforcer tout à fait légalement. C'est l'élargissement des rapports marchands et le passage à l'évaluation du travail des entreprises suivant les indices de rentabilité qui ont généré l'économie parallèle et, par la suite, au cours de la période de la pérestroïka, la bourgeoisie soviétique.

S. Kalyakine fait partir la troisième étape de l'histoire de l'Union soviétique de l'année 1961, laquelle a été précédée, à ce qu'il dit, de la conclusion que le XXI^e Congrès du P.C.U.S. (1959) a tiré concernant la victoire complète et définitive du socialisme en U.R.S.S. Dans ce cas, pourquoi la troisième étape du développement ne commencerait-elle pas alors à partir de 1959 plutôt qu'à partir de 1961? Comme on le sait, le XXII^e Congrès du P.C.U.S., qui s'est tenu en 1961, n'a fait que mettre le cap sur la construction de la société communiste sans classes, ce qui n'a évidemment pas été réalisé, eu égard au caractère particulièrement démagogique de la proposition. Alors, pourquoi considérer cette année-là comme point de départ de la troisième étape?

La conclusion du XXI^e Congrès du P.C.U.S. sur la victoire complète et définitive du socialisme en U.R.S.S. était une conclusion erronée. Il y avait bien victoire complète, mais nous n'étions par parvenus à la victoire définitive. La victoire ne pourra être définitive que lorsque les conditions et les causes qui engendrent la bourgeoisie auront été complètement éliminées, que lorsqu'il n'y aura plus de forces intérieures et extérieures ayant intérêt à restaurer les rapports capitalistes et les moyens de le faire. Or, chez nous, non seulement les causes engendrant la bourgeoisie n'ont pas été liquidées, mais les innovations khrouchtchyoviennes ont-elles encore élargi les possibilités de sa réapparition.

Il s'est trouvé des forces, à l'intérieur même du pays, pour restaurer les rapports bourgeois. Ces forces ne sont pas apparues parmi les citoyens ordinaires, mais à l'intérieur de la nomenklatura³ du P.C.U.S.,

³ Nomenklatura, - on appelle ainsi en russe la liste (c.-à-d. la nomenclature) de tous les postes dont les titulaires étaient nommés directement par les instances supérieures de l'Etat, du parti ou des syndicats. Ce terme désigne également, en un sens collectif, l'ensemble des, personnalités officielles (fonctionnaires de l'Etat, du parti, des organismes économiques, scientifiques, artistiques, etc.) qui occupent ces postes. Sous le règne du traître Khrouchtchyov, ces fonctionnaires ont commencé à jouir de certains privilèges (tels que magasins et établissements de soins réservés, etc.) qui ont grandement contribué à les couper du peuple et à les corrompre en leur instillant une mentalité petite-bourgeoise de privilégiés, ce qui leur a peu à peu attiré un certain mépris de la part des travailleurs qui les appelaient *onomenklatourchtchikix* («nomenclaturiers»). (N.d.T.)

ainsi que dans les milieux de l'intelligentsia élitaire. Cela n'a pu se produire que parce que, après avoir condamné le prétendu «culte de la personnalité de Staline», la direction du parti et de l'État a abandonné à l'oubli tous les travaux de V. I. Lénine et de I. V. Staline.

Les guides du prolétariat nous ont prévenus de la possibilité de la réanimation de l'état d'esprit du bourgeois, du propriétaire privé au sein de la population. Ils nous ont indiqué le milieu où cet état d'esprit peut apparaître. Chez nous, ces forces sont nées et se sont développées au sein des organes de direction de l'État, de l'économie, des syndicats, au sein de l'appareil du parti, dans les couches non prolétariennes, parmi les éléments venus d'autres partis, les adeptes du trotskisme, mais également parmi les descendants des anciens seigneurs et koulaks qui s'étaient introduits frauduleusement dans le parti.

Je considère que la division historiquement la plus juste de l'histoire de l'U.R.S.S. est celle en deux périodes: les 35 années de mouvement sur la voie léniniste-staliniste et les 35 années de mouvement en marche arrière vers l'effondrement complet de l'U.R.S.S. et le passage des républiques au capitalisme. Les 35 années de direction du P.C.(b.)tUS par Staline et les 35 années du P.C.U.S. au pouvoir de Khrouchtchov, Brejnev et Gorbatchov. Autant d'années de construction et autant d'années de destruction. L'auteur fait lui-même remarquer que des tendances négatives et des problèmes non résolus ont commencé à s'accumuler en économie, en politique et dans la sphère sociale, ce qui a ralenti les rythmes de croissance de l'économie et n'a pas constitué un stimulant pour élever le rendement du travail.

Serguïï Kalyakine considère les choses tout à fait différemment et donne une caractéristique de la première période. Il écrit: «Le niveau d'organisation de la production socialiste a permis à l'U.R.S.S., dans la période de 1921 à 1939, d'obtenir des rythmes d'accroissement de son industrie 10 fois supérieurs et davantage à ceux de pays tels que les É.U.A., la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne... Le chômage a été complètement liquidé en U.R.S.S. à la fin de 1930... l'économie nationale détruite par la guerre a été relevée en un court laps de temps et l'U.R.S.S. a occupé une position de tout premier plan dans l'économie mondiale».

A la lumière de ce qu'il dit, avec une appréciation si objective et si positive, de la période de développement de l'U.R.S.S., son discours abandonne toute logique lorsqu'il affirme: "Et aujourd'hui, parler de rétablissement de l'U.R.S.S. dans l'aspect qui était le sien est une utopie réactionnaire. Il faut mettre à l'ordre du jour la tâche réellement réalisable et effectivement nécessaire de création d'une nouvelle union des peuples et des États qui soit l'incarnation de toutes les qualités de l'U.R.S.S..."

On ne comprend pas du tout quelles sont ces qualités que le Premier secrétaire a en vue et de laquelle de ses étapes: de la première ou de la deuxième? Pour ce qui est de sa "nouvelle union des peuples et des États", elle se créera sur une base bourgeoise et ne pourra en aucune manière être l'incarnation de quelque qualité de l'U.R.S.S. que ce soit. Serait-il possible que le camarade Kalyakine, Premier secrétaire du C.C. du P.B.d.C., renonce au socialisme prolétarien et au Pouvoir soviétique des ouvriers et des paysans? Faire ce genre de déclaration signifie se placer sur la position de l'étatisme bourgeoise avec tous ses attributs du parlementarisme et du diktat présidentiel.

Certes, le monde a changé, mais les classes sont toujours là, la lutte de classe est toujours là, ses différentes formes existent toujours. Le monde capitaliste a consolidé ses positions, il a renforcé l'exploitation, mais il n'a pas résolu la contradiction entre le Travail et le Capital. La lutte se poursuit. Les révolutions prolétariennes, générées par les contradictions du capitalisme, sont inévitables. Renoncer aux méthodes de lutte qui ont conduit à la victoire de la classe ouvrière en Russie nous est absolument impossible. Il convient seulement d'analyser très attentivement les erreurs qui ont conduit à la dégénérescence du P.C.U.S. afin que nous ne les commettions plus.

Il convient de ne pas oublier les paroles de V. I. Lénine qui écrivait: *«Penser que l'on ne puisse pas nous rejeter en arrière est une vue de l'esprit»*. Et plus loin: *«Nous disons qu'à tout rejet en arrière, sans renoncer à user du parlementarisme bourgeois - si les forces de classe hostiles nous acculent à cette vieille attitude - nous irons à ce qui a été déjà conquis par l'expérience: au Pouvoir soviétique, au type soviétique d'État, à un État du type de la Commune de Paris»*(Oeuvres compl., t. 36, p. 54 de l'éd. russe). De sorte qu'il n'y a pas lieu de s'aveulir et de baisser les bras.

Si nous sommes de véritables communistes-léninistes, alors nous ne devons pas nous orienter vers la création d'un quelconque nouvel État «fédéral». Si nous créons cet «État fédéral», il ne serait pas meilleur que toutes les républiques bourgeoises déjà existantes actuellement. Cet «État fédéral» connaîtrait, tout comme auparavant, la domination du gros capital, la soumission à l'Occident, la situation misérable des masses populaires, l'exploitation la plus violente et l'extinction de notre peuple.

Les tentatives de créer un «État fédéral» ne sont rien d'autre qu'une aspiration à faire oublier l'État soviétique des ouvriers et des paysans dans lequel l'exploitation faisait défaut, en même temps que les rapports de production socialistes garantissaient le développement impétueux des forces productives.

Un «État fédéral» consoliderait les réformes libérales démocratiques de marché qui ont déjà conduit à la baisse de la production, à la dégra-

dation profonde de toute notre vie.

Sous le prétexte de promouvoir une nouvelle structure d'État, les rapports de production capitalistes s'imposent avec insistance, lesquels rapports capitalistes reposent sur l'économie mixte, sur la croissance du capital spéculatif actionnarial, sur le développement du moyen et petit business, sur le maintien du statut de la main-d'œuvre comme marchandise, sur la propriété privée de la terre et des autres moyens de production. Ce n'est pas par cette voie que nous sortirons de notre crise profonde.

Il nous faut aller à l'éviction de la bourgeoisie du pouvoir, à son éviction par la voie révolutionnaire. Nous n'obtiendrons aucun changement radical en économie, en politique, en idéologie par les élections aux organes bourgeois du pouvoir. C'est notre expérience et celle des autres pays qui nous le disent. Même Oleg Chapovalov, politologue de l'Académie militaire de la république bourgeoise de Biélorussie, l'écrit dans ce même journal «Tovarichtch»: «Où et quand le régime socio-politique a-t-il été changé dans un pays par décision de la volonté des 'élus du peuple', quand bien même l'écrasante majorité de la population en mourrait d'envie? Nulle part et jamais! ».

De sorte qu'il faille se préparer aux transformations révolutionnaires «en usant du parlementarisme bourgeois» et des libertés bourgeoises tout en tenant pleinement compte de l'expérience historique des bolchéviks.

V. KADÈTE

Ville de MOGUILYOV.

70 ANS DE SOCIALISME REEL ?

Dans l'appel à sa réunion du 1^{er} décembre 2007 à Villeneuve d'Ascq à l'occasion du 90ème anniversaire de la révolution d'octobre, le Cercle Henri Barbusse et la Coordination Communiste 59/62, annoncent que durant 70 ans, le socialisme réel a existé en URSS : 1917 + 70 = 1987.

Pour cette organisation, le socialisme REEL aurait donc existé en URSS jusqu'en 1987 !

Le Collectif Militant communiste ne partage pas et combat cette position et ses sources idéologiques et politiques. Pour le CMC, le socialisme a été construit après la Révolution d'Octobre par Lénine et Staline.

Après la mort de Staline (assassiné par les khrouchtchéviens), les forces bourgeoises hostiles au socialisme ont commencé à agir ouvertement à tous les niveaux idéologiques, politiques et économiques pour arrêter la construction du socialisme et restaurer le capitalisme.

Dès la mort de STALINE, le Parti Communiste a été « épuré » de ses éléments bolcheviks de la base au sommet, et le XXème congrès du PCUS a exprimé la domination des éléments révisionnistes bourgeois dans le Parti (avec le trotskiste Khrouchtchev à leur tête), dans l'appareil d'Etat, et dans l'appareil économique. TOUT CELA EST INDENIABLE. ET IL EST ETRANGE, QUE LA CC 59/62, QUI SE VEUT PLUS STALINISTE QUE TOUS LES MARXISTES-LENINISTES REUNIS, considère que Khrouchtchev, qui a craché sur STALINE au XXème congrès, et ses successeurs qui furent ses complices ont préservé le « socialisme réel » jusqu'en 1987.

La vérité objective, c'est que tout de suite après le XXème congrès du PCUS, les lois fondamentales de l'économie socialiste ont été renversées par la nouvelle bourgeoisie au pouvoir au travers de lois économiques imposées par l'Etat soviétique et dictées par un Parti « communiste » qui n'avait plus rien de communiste. Ces nouvelles lois, préparées par des économistes révisionnistes combattus par Staline de son vivant et qui furent réhabilités par Khrouchtchev, restauraient en fait les mécanismes du capitalisme. En 1970, toute l'économie soviétique fonctionnait selon ces lois : loi du profit, loi du marché (y compris au niveau des moyens de production encore supposés propriété du peuple mais qui prennent le statut de marchandises achetables et vendables par les chefs d'entreprises), négation effective du plan d'Etat, système des salaires et de primes instituant des différences énormes entre les dirigeants d'entreprises et les ouvriers...

TOUT CELA DES LA FIN DES ANNEES 50 ET DANS LES ANNEES 60 ET SUIVANTES... ET AVANT 1987 !

C'EST DU SOCIALISME REEL, CELA ?? NON : C'EST DU CAPITALISME !

L' « argument » de la CC 59/62 pour soutenir sa position c'est que tant que la propriété des moyens de production et d'échange reste collective du point de vue de la loi, on est toujours dans le socialisme.

CETTE POSITION N' EST PAS MARXISTE ! Elle est mécaniste, confond l'apparence et l'essence, et ignore les critères que les fondateurs du marxisme, MARX et ENGELS et leurs successeurs LENINE ET STALINE, ont fixé pour définir un mode de production.

Un mode de production repose sur des rapports de propriété, sur des rapports sociaux de production et de répartition.

Réduire la définition d'une société aux seuls rapports de propriété et qui plus est aux rapports **légaux** de propriété, ce n'est pas être marxiste.

Désolés pour les « dialecticiens » autoproclamés du cercle Henri Barbusse, mais le statut légal de la propriété n'est pas le seul critère pour caractériser la nature d'une société.

La société socialiste est caractérisée :

- 1) par la dictature du prolétariat, c'est-à-dire par le fait que le prolétariat a le pouvoir et peut DICTER la politique économique et sociale qui correspond à ses intérêts.
- 2) Par le fait que le diktat des prolétaires peut s'imposer parce que les moyens de production leur appartiennent parce qu'ils sont propriété socialiste de LEUR Etat.
- 3) Par le fait que c'est le prolétariat qui décide ce que son appareil économique doit produire.
- 4) Par le pouvoir qui permet aux ouvriers de décider comment le produit social sera réparti.

Ainsi, sans conteste, le caractère collectif de la propriété des moyens de production et d'échange est nécessaire comme fondement de la société socialiste. Mais chacun sait que ce qui est nécessaire n'est pas forcément suffisant ! S'il manque les autres conditions (la dictature du prolétariat), c'est-à-dire si la superstructure socio-politique ne correspond pas (ou plus) à l'infrastructure économique, on ne peut pas (ou plus) parler alors de socialisme, et encore moins de « socialisme **réel** » ! De « socialisme » **EN APPARENCE**, peut-être, mais pas de socialisme **REEL** !!

Qui peut affirmer sérieusement que toutes les conditions du socialisme agissaient encore REELLEMENT (et non en apparence !), en URSS, après le XX ème congrès du PCUS, en 1956 ?

**ALORS, 70 ANNEES DE SOCIALISME « REEL » ? NON ! : 40 !...
ET 30 ANS DE RESTAURATION REELLE DU CAPITALISME !**

**GORBATCHEV N'A FAIT QUE FERMER LE RIDEAU ET TIRER LA REVERENCE
!**

SOMMAIRE

PRESENTATION	1
Contribution à la compréhension du retour au capitalisme en URSS	3
88 ^{ème} anniversaire de la Révolution d'Octobre	4
Le 20ème CONGRÈS ET STALINE KHROUTCHEV ET L'Histoire SOVIÉTIQUE	16
DIALOGUE POLITIQUE DANS UN JOURNAL DE GAUCHE.....	24
70 ANS DE SOCIALISME REEL ?.....	30

ROCML

**Adresse électronique du ROC : Roc.ml@laposte.net
Site : www.rocml.org**